

N°DBCA-2019-045

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
4
- Votants :
4

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTIONS RELATIVES A LA PRISE EN CHARGE FINANCIERE PAR LES
ETABLISSEMENTS DE SANTE, SIEGE DES SERVICES D'AIDE MEDICALE
D'URGENCE, DES INTERVENTIONS REALISEES PAR LE SDIS 76 PAR CARENCE DE
TRANSPORTEUR SANITAIRE PRIVE**

Le 04 juin 2019, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 21 mai 2019, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 4 membres présents, le Bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Philippe LEROY, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIT ABSENT EXCUSE

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code général des collectivités territoriales,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

**

L'article L 1242-42 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que :

« Le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article L 1424-2 du CGCT. S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais... »

Les interventions effectuées par les services d'incendie et de secours à la demande de la régulation médicale du centre 15, lorsque celle-ci constate le défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés, et qui ne relèvent pas de l'article L. 1424-2, font l'objet d'une prise en charge financière par les établissements de santé, sièges des services d'aide médicale d'urgence.

Les conditions de cette prise en charge sont fixées par une convention entre le Service départemental d'incendie et de secours et l'hôpital siège du service d'aide médicale d'urgence... ».

L'arrêté du 30 novembre 2006 fixe les modalités d'établissement de la convention entre les Sdis et les établissements de santé siège des services d'aide médicale d'urgence (Samu).

Les présentes conventions ont pour objet de définir les conditions de prise en charge financière des interventions réalisées par le Sdis 76 à la demande de la régulation médicale des Samu, lorsque celle-ci constate le défaut de disponibilité des transporteurs sanitaires privés par :

- le Centre hospitalier universitaire de Rouen Normandie siège du service d'aide médicale d'urgence 76A,
- le Groupe hospitalier du Havre siège du service d'aide médicale d'urgence 76B.

Aussi, il vous est proposé d'autoriser le président à signer les conventions financières ci-jointes, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20190604-DBCA-2019-045-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/06/2019

Affichage : 06/06/2019

Pour l'autorité compétente par délégation

Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER

